

NORME D'EXPLOITATION DU SYSTÈME PIJ-SCJ À L'INTENTION DES UTILISATEURS EN PROTECTION DE LA JEUNESSE

DIRECTION EXECUTIVE DU BUREAU DE LA DIRECTRICE NATIONALE DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE ET SOUS-MINISTRE ASSOCIEE -DGSS
DIRECTION DES SERVICES DE PROTECTION DE LA JEUNESSE ET DE LA JUSTICE PENALE POUR ADOLESCENTS -DSPJPA

Sujet : Saisie dans le système PIJ-SCJ lors d'une collaboration d'un intervenant à l'application des mesures à l'étape de l'orientation

Mise en contexte

À l'automne 2023, un tour d'horizon a été effectué auprès des pilotes régionaux concernant la saisie des interventions lors d'une collaboration de l'intervenant de l'application des mesures à l'étape de l'orientation. Cela a permis de constater qu'il existait une disparité entre les régions quant à la saisie de ces interventions. L'objectif de cette fiche est de présenter la norme sur la saisie des interventions dans le contexte clinique présenté ci-haut.

Portée

Les points suivants font partie des éléments considérés lors du projet d'élaboration de la directive. Ils se déclinent comme suit :

- Uniformiser la saisie des interventions dans le système d'information PIJ afin de permettre une lecture juste des services dispensés auprès des usagers ;
- Permettre l'exploitation de données de qualité en provenance de la BDC-PIJ.

Directive

Dans le contexte de l'implication de l'intervenant de l'application des mesures (article 33), lors de l'amorce d'un suivi d'un usager et sa famille à l'étape de l'orientation (lors d'une table d'orientation ou d'un transfert personnalisé) :

- L'ensemble des activités doivent être saisie dans le module orientation.
- L'intervenant de l'application des mesures agira en tant que collaborateur au service d'orientation et ce, tant que le service à l'application des mesures n'a pas débuté.

Mise en vigueur

Destinataires : Directeurs, pilotes régionaux, utilisateurs du système d'information PIJ.

Cette norme est effective à compter du **19 février 2024**. Cette directive s'applique pour toute nouvelle collaboration de l'intervenant à l'application des mesures au service d'orientation.

Il est à noter que pour les collaborations déjà en cours et dont les établissements pratiquent la saisie du suivi d'activité dans un autre module que celui de l'orientation, une période de transition de 6 mois sera allouée afin de liquider la situation des saisies hors-normes. La présente directive s'applique immédiatement pour toute nouvelle collaboration de l'intervenant à l'application des mesures au service orientation.

Dernière mise à jour : 2024-02-13

N/Réf. : 23-PJ-00030